

REVUE
HISTORIQUE
DES
ARMÉES

Revue historique des armées

262 | 2011

La dissuasion nucléaire

Résister sans violence à l'occupant allemand

Exemples choisis en Île-de-France pendant la guerre de 1870

Olivier Berger



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/7160>

ISBN : 978-2-8218-0536-1

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2011

Pagination : 93-101

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

Olivier Berger, « Résister sans violence à l'occupant allemand », *Revue historique des armées* [En ligne], 262 | 2011, mis en ligne le 24 janvier 2012, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/7160>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© Revue historique des armées

Résister sans violence à l'occupant allemand

Exemples choisis en Île-de-France pendant la guerre de 1870

Olivier Berger

- 1 C'est dans un contexte tendu que les Allemands prennent possession de la banlieue, en raison du siège de Paris. Commence une occupation militaire et administrative. Un gouverneur dicte des ordres à des préfets et sous-préfets nommés à la place des fonctionnaires indigènes. Ces administrateurs jouent la carte de la décentralisation des pouvoirs locaux, transformant les maires en agents de l'occupant. Accompagnés par la force militaire et un système de terreur, ils prétendent soumettre les régions. Démunis, les maires, leurs adjoints et les notables choisissent une forme originale de résistance non violente, en fait une combinaison de divers moyens, à la fois résistance active et passive, accommodation, puis désobéissance lorsque les sentiments les plus profonds de l'honneur sont bafoués. Ainsi, ils opposent à la force brutale de l'occupant une certaine forme d'inertie, tout en obéissant à la nécessité. Ils restent placés entre deux feux. Même si les maires ont le sentiment d'avoir protégé les populations, ils n'ont pu éviter des excès. Dresser un bilan de cette résistance est délicat, elle n'a pas empêché la marche de l'occupation, mais elle a parfois grippé la machine allemande. Paradoxalement, les Allemands ont reculé devant le refus d'obéissance, cédant sur certains points alors qu'ils se montraient *a priori* intraitables.
- 2 Ces maires n'ont pas toujours conscience de faire de la résistance, mais ceux qui tiennent un journal la pratiquent déjà sous une certaine forme. Face à la censure de la presse, le contact coupé entre Paris et la banlieue, ils écrivent leurs sentiments, lesquels n'ont plus droit de cité. Par la menace et la terreur, les Allemands essaient de parvenir à leurs fins : étouffer toute volonté chez les civils, toute initiative guerrière, mépriser leur dignité, ponctionner leurs ressources. Ici, la non-violence est moins une idéologie en tant que telle, qu'un ensemble de moyens d'actions qui s'organise dans l'espace public ¹. Comment cette forme de résistance s'est-elle déployée et quelle est son origine ? Par quels stratagèmes ? Quels étaient les risques ? Y a-t-il eu des cas d'échecs ? Quelle a été la

réaction allemande ? Quel bilan peut-on dresser de ce comportement ? La non-violence est-elle efficace contre la violence ? À partir de sources inédites, nous donnons un aperçu de la question. Les journaux de notables, bien qu'ils mettent en scène leur protagoniste, sont prolixes sur les façons de faire face. Souvent leur but était de prouver que l'auteur avait survécu en ayant défendu ses administrés. Donc, un bilan du refus de l'inacceptable. Ajoutons que les archives municipales ou départementales éclairent cette résistance. Nous examinerons d'abord la situation de la suprématie allemande sur les populations, puis l'entrée de procédés de non-violence dans des rapports marqués par la violence en essayant d'interpréter cette méthode de lutte et sa nature, enfin nous dresserons le bilan de la résistance.

Une situation irréversible : la suprématie allemande et l'impuissance française

Un rapport de force déséquilibré

- 3 Dès les premiers mouvements d'enveloppement de la capitale, l'armée allemande entre en banlieue. Une armée française est enfermée dans Paris et ne s'aventure que très peu dans la petite couronne où sont restés des civils sans défense. Même si nous n'avons pas de chiffres concernant ces populations, peu sont restées sur place. En effet, la banlieue a connu un mouvement d'exode vers Paris ou la province. Il semblerait que les souvenirs de 1814-1815 aient joué dans cette peur du Prussien, la peur de revivre une occupation pénible. Cette crainte explique l'évacuation des localités plutôt spontanée qu'organisée par les autorités municipales. Ces dernières, débordées, ne peuvent que suivre le mouvement quand elles ne décident pas de rester, remplacées par une équipe provisoire qui doit faire face aux Allemands. Dans Paris, des maires tentent de parer au plus pressé en distribuant des secours à leurs administrés. Le maire d'Orly, installé dans son appartement, est loin d'être un exemple isolé². Cette évacuation de la banlieue, cependant, n'est pas un acte conscient de résistance. Les Français n'ont jamais eu l'intention de faire le vide autour de Paris, pour gêner l'occupant par une sorte de politique de la terre brûlée. Seule la peur, plus ou moins rationnelle, semble avoir été à l'origine de l'exode. De même, l'ordre du gouvernement de détruire fourrages et récoltes semble avoir été peu suivi.
- 4 Globalement, les villages les plus petits sont presque vides et les Allemands s'installent dans les maisons abandonnées en armée victorieuse. Celle-ci se débrouille pour vivre sur le pays mais se livre, dans le cadre d'un régime d'occupation « administrative », à une mise en coupe réglée du pays. S'il reste quelque reliquat d'autorité française, incarné en la personne du maire, ce dernier devient l'interlocuteur principal ou unique. Plus loin de Paris, villes et villages sont encore occupés par une partie de leurs habitants. Comment gérer une situation aussi inattendue pour des autorités laissées seules devant l'ennemi ?

Des autorités françaises livrées à elles-mêmes

- 5 Dans les villes et villages de la zone d'investissement, où les populations ont plus ou moins fui, où demeure une poignée de courageux, règne un climat anxiogène. Les rues sont silencieuses. Des maisons vides sont la proie de pillards français et allemands. Personne ne sait ce qui se passe, les communications avec Paris sont rares, bientôt

suspendues. Parmi les maires restés ou leurs remplaçants, on ne sait trop quelle doit être la conduite à suivre. Le nouveau gouvernement républicain n'a pas envoyé d'instructions aux agents détenteurs de l'autorité. On improvisera donc, du moins, on essaiera de faire au mieux, c'est-à-dire de sauvegarder les intérêts français, sans paraître céder à la peur, à la force, et sans afficher une forme de complaisance vis-à-vis des Allemands, ce qui pourrait faire passer les édiles pour des collaborateurs. Malheureusement, les archives municipales telles les délibérations du conseil, ne sont souvent que des procès-verbaux secs et ne permettent pas de connaître l'essence des débats, ni les discussions. Seule la teneur des décisions est connue. Mais il n'est pas impossible que des séances aient été houleuses, devant des équipes indécises quant à l'attitude à adopter, dans un climat d'urgence, avec l'angoisse des mesures de rétorsion de l'ennemi. Alors, dans ce cas, il faut adopter une stratégie, une ligne de conduite définie à l'avance et maintenue selon les circonstances.

Réagir dans la mesure du possible, mais comment ?

- 6 Partout les maires craignent des attentats et invitent les populations à rester calmes. On repousse des francs-tireurs de peur de subir des représailles. Les gardes nationaux sont obligés de déposer les armes, celles-ci sont brûlées en place publique sous les yeux des Allemands. Quelques-uns cachent des fusils, mais nulle forme de « résistance » n'a existé comme lors des deux guerres suivantes. C'est certainement la peur qui paralyse la majorité des gens. La population n'a pas d'armes et se trouve devant des hommes armés, prêts à tout pense-t-on, et qui se montrent exigeants, intraitables, violents. Alors, les édiles décident de ne pas baisser les bras et de faire face, en conservant intact l'honneur, en évitant de se soumettre immédiatement à toutes les demandes, en examinant la nature de chacune d'elle et en réagissant en conséquence. On doit tenter de respecter des formes légales, se faire remettre des bons de réquisition, prouver que toute transaction se fait sous la contrainte, bref se mettre à l'abri en montrant que l'on n'est pas responsable de tous les dégâts mais que l'on cède à la loi du plus fort. Comme l'avait dit Bismarck, « *la force prime le droit* » : tout dans les rapports occupants/occupés valide cet axiome.
- 7 Se rebeller entraînerait des mesures coercitives, connues par voie d'affiche ou par la rumeur et se solderait par un échec. D'ailleurs, les Français admettent qu'une résistance violente serait pure folie. En effet, toute une batterie de mesures est agitée par l'occupant pour les en dissuader : amende, pillage, emprisonnement, déportation, arrestation d'otages, exécution. Il suffit aussi de menacer verbalement pour intimider les récalcitrants. Il ne reste donc que des moyens non-violents, c'est-à-dire des moyens qui excluent l'usage de la force. Il faut battre l'occupant non par la force mais par une faiblesse de façade. Celle-ci est dissimulée de manière à faire croire à l'occupant qu'il est le plus fort et elle permet de ne lui obéir qu'à moitié ou pas du tout. Le point commun de tous les moyens de résistance déployés est l'usage de la parole, en excluant toute forme de brutalité. Le but est de gagner du temps et de donner le moins possible à l'ennemi. On montre que l'on ne lui cède pas tout de suite et l'on refuse de se faire son pourvoyeur. Il apparaît que l'utilisation de la non-violence dans des rapports tendus était la seule solution à la fois possible et acceptable.

Introduction de la non-violence dans des rapports violents

Un encadrement administratif « terroriste »

- 8 L'encadrement du territoire est un moyen d'affirmer une position victorieuse, autrement dit un rapport de force sur les populations. Par une subtile propagande, on essaie de faire croire que les civils ne sont pas abandonnés par l'occupant qui prétend se soucier de leur ravitaillement et attend en échange une docilité pour ne pas dire une soumission des intéressés. En réalité, les Allemands cherchent à exploiter le pays sous des formes légales, et à assurer la sécurité et la subsistance de leurs troupes. C'est d'abord dans leur intérêt qu'ils créent ces structures administratives qui se révèlent efficaces, d'autant plus que les fonctionnaires français refusaient de servir l'ennemi.
- 9 Dans les proclamations, la menace ponctue le texte : le préfet Brauchitsch, menaçant d'employer en cas de résistance « *tous les moyens dont [il] dispose pour maintenir [son] autorité* »³. Ses supérieurs, les gouverneurs généraux et commissaires civils, donnent le même ton. Si les maires, transformés en auxiliaires de l'occupant, se montrent obéissants, tout se passera bien, dans le cas contraire on promet des sanctions mais en restant flou afin de susciter la peur. Une punition possible est une amende ou une bastonnade (supplice de la *schlaque*) voire une fusillade, la déportation étant présentée comme une mesure clémentine pour corriger de petites infractions. Même si le prisonnier décède en captivité, ce qui arrive parfois. La violence est un outil de l'occupant pour parvenir à ses fins, elle porte atteinte directement aux droits et à la dignité des occupés, selon la définition de Mellon et Semelin⁴.
- 10 À la violence, les maires choisissent de répondre par la non-violence. Ils n'ont pas le choix mais tentent ce qui paraît le plus acceptable. D'ailleurs personne parmi leurs concitoyens ne viendrait les contredire. Une sorte d'union sacrée autour du maire semble avoir pris corps, à la lecture des sources. Sans armes, ils choisissent une attitude pragmatique, réaliste. Ils seraient une force tranquille de non-violence. De plus, ils incarnent une autorité et une légitimité aux yeux des civils⁵. Ils vont donc discuter chaque ordre, quand c'est possible, examiner chaque demande, en justifiant leur attitude morale par une opposition entre une France civilisée et une Allemagne barbare. Les actes de non-violence sont nombreux.

Défense ou résistance ? Des stratégies de négociations aux procédés variés

- 11 On décide spontanément de jouer la carte de la négociation. Un seuil de l'acceptable ne doit pas être franchi, défini par des sentiments, l'expression d'un patriotisme, une fierté, un honneur. Tant que les Allemands ne touchent pas à des choses qui blesseraient ces sentiments, on accepte leurs exigences. Il va sans dire que ces types de stratégies ne sont valables que dans les communes où un minimum d'autorité française est encore en place. Dans les villes désertées, les Allemands sont les maîtres. Voici les principales stratégies employées :

- La ruse : un maire fait cacher le bétail et montre des granges vides, fait signer un reçu constatant quelques denrées réquisitionnées, en y inscrivant des quantités supérieures,

comme s'il avait livré tout ce qu'il possédait. Ainsi à chaque nouvelle demande, il présente ce certificat justifiant qu'il n'a plus rien ⁶.

- La négociation : à Étampes, le maire refuse une réquisition et saisit à la gorge un officier. Il s'impose alors que la ville est condamnée à une amende pour fil télégraphique coupé. Envoyé prisonnier à Orléans, il parlemente, fait jouer des relations, expliquant que les habitants ne sont pas responsables d'un fait de guerre. Sa ténacité lui donne gain de cause ⁷. Ailleurs, lorsque les impôts sont demandés, on prétexte l'absence des gros contribuables, les dégâts supportés par les particuliers du fait du logement des Allemands dans les maisons, les charges déjà payées. On parvient à faire baisser d'un tiers ou d'un quart la part d'impôt, voire de différer son paiement, mais ces actions sont variables d'une commune à l'autre, certaines sont poursuivies, d'autres passent à travers les mailles du filet, à cause de la « *liberté prussienne* » ⁸. On peut tomber autant sur un agent allemand peu exigeant que zélé. Toutefois, les tableaux des pertes montrent bien que la part versée est souvent moindre que celle exigée. On demande directement aux pillards de restituer des archives dérobées chez un notaire, on intervient pour faire libérer des civils arrêtés après des rixes avec les soldats, on ordonne la restitution de meubles volés.
- L'aide à l'évasion : des femmes, sous prétexte d'amener des vivres aux prisonniers français, cachent des vêtements civils sous leur jupe, qu'elles lâchent au milieu d'eux, leur procurant de quoi s'évader ⁹.
- La menace de démission : face à l'impossibilité de payer les impôts les conseillers municipaux de Brunoy envoient une lettre au préfet allemand : « *S'il vous convenait d'ordonner des mesures de rigueur, (...) elles nous mettraient dans la nécessité de nous démettre.* » Sur le coup le préfet n'engage aucune poursuite. En février, cette résistance ne paye plus, la ville devra déboursier de l'argent ¹⁰. À Versailles où siège le quartier général, la menace de démission du maire a été efficace. Il aurait été plus difficile d'agir sans interlocuteurs, et de recevoir une obéissance évidente des civils, sans passer par un échelon français. À Sucy, face aux oukases du préfet allemand, le maire présente sa démission, se considérant maire « provisoire » ¹¹.
- L'exposition de l'état critique de la commune : devant les échéances de l'impôt les maires se plaignent au préfet du mauvais état des ressources épuisées par les passages de troupes, avec listes de pertes à l'appui. Des charges énormes pèsent sur les gens présents. On espère que le préfet reculera devant les doléances ¹².
- L'interprétation du droit de la guerre : on se hasarde à donner son avis sur des mesures jugées attentatoires au droit et contraires aux lois de la guerre. Il en est ainsi avec un ordre de faire monter des otages sur les locomotives, bouclier humain contre les attentats. Il suscite la réprobation générale. On déclare à Corbeil rejeter le principe « *barbare* » de responsabilité collective ¹³. Les Allemands n'insistent pas. À Bry, suite aux manœuvres sur les champs, le maire adresse ses doléances au général, insistant sur un accord des préliminaires de paix imposant de ne pas endommager les biens des civils qui logent des soldats. Comme tous les habitants se trouvent dans cette situation l'accord s'applique à tous. Le général trouve un autre champ ¹⁴. À Orly, un abbé défend un émissaire en conseil de guerre, insistant sur son statut de soldat et non d'espion. Peine perdue, il est fusillé ¹⁵.
- L'inertie : la force d'inertie ne permet pas toujours de gagner le bras de fer, tel est pourtant le cas du maire de Sannois qui ne répond pas aux demandes d'impôts et laisse traîner le problème ¹⁶. Il ne paye rien de la contribution de février, mais s'acquitte des impôts des mois précédents. À l'instar de Darblay, maire de Corbeil, nous admettons que l'inertie n'est pas efficace « *quand on n'est pas le plus fort* ». Il donne l'exemple du maire de Cerny incarcéré, échouant dans une tentative de résistance ¹⁷.

- La résistance directe : le maire d'Épinay-sur-Orge a résisté jusqu'au bout à l'impôt. On le persécute en lançant deux exécutions militaires contre sa commune. Les pressions ne lui en imposent pas et, en février, il est arrêté. Relâché, il est menacé de déportation mais reste libre suite à la signature de la paix¹⁸. D'autres maires, instituteurs ou curés s'opposent au pillage, parfois avec succès, en levant la voix et menaçant de prévenir les officiers¹⁹. Des receveurs refusent de servir la poste allemande en raison d'une prestation de serment qui leur est demandée et qui leur semble humiliante²⁰.
- Le gain de temps : en jouant sur les circonstances, comme sur le statut attribué par les Allemands, lors de l'exécution militaire à La Ferté-Alais, le maire, à qui l'on ordonne d'éclairer les rues, répond : « *Je suis prisonnier et n'ai plus d'ordres à donner.* »

12 Bien entendu, les maires emploient ces moyens individuellement ou en combinaison. Discuter tout ordre, prendre des détours, marchander, désobéir puis plier dès les premières menaces de représailles, telle est l'attitude générale. Ces procédés ont été mis en œuvre spontanément, il n'y aurait pas eu de résistance non violente « organisée ». Ils étaient les seuls moyens réalistes de faire face. Il s'agit davantage de défense que de résistance car nul prétexte idéologique n'est avancé, on se défend contre des exigences, non contre la machine allemande en tant que telle. Une résistance au sens propre aurait supposé une union des maires, des chefs, une doctrine, des moyens de communication. Il n'en est rien. On ne sait si on résiste au nom de la France ou pour protéger ses concitoyens. Après des succès, on se soumet surtout par peur. Personne n'a pu constituer un front solide alors que les maires auraient pu être le fer de lance de cette résistance. Mais la désunion poussait certains à céder ou agir séparément, sans concertation avec leurs collègues. De plus, l'occupant brimait nombre de notables suspectés d'être les chefs d'une insurrection imaginaire. Pourtant, les résultats sont loin des objectifs. Dans la majeure partie des cas, après un baroud d'honneur, on plie. Mais avec la conviction d'avoir accompli son devoir, et gagné la guerre moralement face à la brutalité de l'adversaire.

Le débat placé sur le plan des idées

- 13 L'honneur est sauf, les Français sont conscients d'avoir été les agents de la légalité face aux agents de la brutalité et du non-droit, de la barbarie moderne. Cette situation que l'on retourne, n'est-ce pas pour masquer un échec partiel ? Les Français auraient été défenseurs d'un droit que les Allemands foulaient aux pieds ? L'armée allemande se « salit » par ces procédés : elle ne tient pas sa parole, devant la bonne volonté française²¹. En effet, les arguments avancés par les Français sont présentés à leur avantage : nulle donnée fautive dans les comptes de pertes et de finances publiques, mais personne ne parle de payer les impôts en plusieurs fois. On espère susciter la pitié du préfet qui pourrait ainsi reculer. Le conflit est objectivé en citant des faits exacts afin de démontrer la justesse de la cause défendue²².
- 14 Tous les sentiments intangibles, tels l'honneur, le patriotisme, la défense du foyer, la protection des biens, sont opposés aux valeurs allemandes : la délation, la responsabilité collective, les représailles. Les Allemands ont pu fausser le jugement des habitants par la terreur et enrayer toute velléité de résistance. Ils se souviennent de la levée en masse de 1792 et la craignent. Ce sont deux conceptions de la guerre qui s'opposent, deux idées du droit et des relations occupants/occupées encore codifiées par la coutume. Un conflit de valeurs. Des auteurs français se découvrent une nouvelle identité et mettent en avant

le thème de « purification » de la France. Il lui appartient de se ressaisir jusqu'à une victoire future, avec confiance car « *les Allemands doivent trembler à la pensée des sentiments de vengeance qu'ils ont semés* »²³. La guerre est gagnée moralement, même si perdue militairement. Tel est le message des contemporains, même si le bilan est moyen.

Bilan de l'action des Français

Les mêmes points de discorde : réquisitions, impôts et ordres déshonorants

- 15 S'il y a des points communs entre les villes en résistance, ils portent sur les sujets qui fâchent : réquisitions et impôts jugés disproportionnés, ordres sur les otages des trains ou la remise imposée de la liste des conscrits, avec punition des absents. Aucune ville n'a obéi à cette exigence, sauf une, mais sa démarche a été court-circuitée par un maire. Entre les civils et la troupe, les intérêts contradictoires ne pouvaient qu'inciter à des formes de résistance atypique, par la persuasion, l'argumentation rationnelle et l'inertie pure et simple. Il est étonnant de trouver les mêmes types de réclamations dans les villes malgré l'absence d'entente entre elles sur les moyens de se protéger. Mais les Allemands n'étaient pas dupes : les villes livrent le même son de cloche, le même discours de misère, mais elles payeront car « *le pays est riche* »²⁴. Cette impression est partagée par beaucoup d'Allemands et justifie leurs exigences. Pour les maires, il s'agissait essentiellement de gagner du temps, faute de mieux et en attendant la suite des événements, c'est-à-dire une victoire française. Cette résistance sans violence a donc ses limites.

Les limites

- 16 Après avoir tout tenté et seulement quand tous les moyens sont épuisés, les maires cèdent. Quand l'exécution militaire se déclenche, à Palaiseau, La Ferté-Alais ou Saint-Denis avec l'impôt de guerre de février, on est contraint de payer en appelant au patriotisme des habitants²⁵. Frappés, malmenés, les notables arrêtés avec les maires cèdent, à bout de force. Ils ont l'impression d'avoir fait tout ce qui était en leur pouvoir avant de capituler devant la force. On n'échoue pas toujours, mais on ne peut réellement protéger les populations. L'ennemi reste le plus fort, comme il effraie, on lui obéit. Et puis les lois d'indemnisation d'après guerre ne couvrent que de loin les déprédations. Mais toujours est-il que la dignité a été préservée, aux yeux des témoins. La période suivant le départ des Allemands est vécue comme un deuil, après ces malheurs attribués au régime impérial. Aussi les Français estiment-ils être non coupables de ces calamités et avoir résisté en accomplissant un devoir. Tous les édiles se devaient de rester au milieu des civils, du moins ceux qui n'avaient pas pris la route de l'exode. Face à cette résistance inattendue des Français, la réaction n'a pas tardé : les Allemands menacent puis composent.

Une réaction allemande adaptée mais toujours triomphante

- 17 Décontenancés dans un premier temps, les Allemands répondent par la menace, les mesures radicales comme l'emploi de la force armée. Mais ils ont su composer, abandonner des prétentions devant la menace de démission des édiles, accorder des délais pour l'impôt, voire restituer les sommes perçues après la signature de la paix, toujours dans l'idée de respecter la légalité. Ils demandaient des sommes lourdes en espérant percevoir la moitié. Côté français, on s'aperçoit que des ordres ne sont pas appliqués, des sanctions pas toujours suivies d'effets. Mais l'occupant a su obtenir ce qu'il voulait : la subsistance et la sécurité des troupes, en matant le pays.
- 18 L'occupant avait besoin du consentement tacite des occupés pour faire marcher son entreprise d'exploitation, il s'attacha donc à ne pas trop les froisser, à les ménager si besoin, sans quoi rien n'aurait été possible. Jamais il n'a pensé à éliminer cet intermédiaire qu'était l'échelon municipal entre lui et les civils. En fait, les Allemands, préparés à affronter une armée, n'étaient pas prêts à faire face à une « résistance passive » de la population par des actions non violentes. Ils ont dû s'adapter à une situation inattendue. L'occupation « virtuelle » par les affiches, et l'annonce de l'arrivée de soldats imaginaires ²⁶, destinées à donner l'illusion d'une force supérieure, était censée leur assurer une soumission. Un manque de solidarité du groupe, pourtant nécessaire à tout combat sans arme, a profité à l'ennemi ²⁷.
- 19 Plus globalement, Bismarck, inspirateur de cette politique d'occupation, savait s'arrêter quand les objectifs étaient atteints ²⁸. Les autorités allemandes, militaires et civiles, voulaient écraser les populations sous les charges de la guerre afin de les en dégoûter et de les amener à composer ²⁹. La guerre devait être écourtée par ce moyen car les Allemands craignaient de subir des revers, des pertes élevées mais surtout une intervention des neutres, nuisible à leurs projets. En fait, la sévérité vis-à-vis de la population s'expliquait par la conviction, non fondée, que celle-ci participait à la guerre, jouant un rôle dans le siège de Paris, la peur du civil a été déterminante dans l'attitude adoptée par l'occupant.
- 20 En résumé, cette forme de résistance s'est déployée spontanément et a été élaborée par l'élite locale pragmatique, avec une bonne capacité d'adaptation aux situations. Les stratagèmes comprenaient tous les procédés non violents à travers la parole, l'argumentation, la négociation voire le refus des ordres blessants. Résister ainsi était dangereux, l'enjeu étant la liberté et la vie, les risques de représailles collectives. Le bilan reste mitigé, nombreux sont les échecs. Il était impossible de changer le rapport de force favorable à l'ennemi. Étonnés d'abord, les Allemands surent s'adapter et trouver des compromis pour parvenir à leurs fins. Devant les armes, la non-violence peut faire certaines choses, mais ne peut aider à gagner une guerre, sauf si toute la population fait bloc. Ce qui n'a pas été le cas.
- 21 Elle était le seul moyen envisageable et acceptable pour des gens désarmés, la peur de la répression imposant des limites à la témérité. Il est absurde de parler d'un choix de résistance puisque la marge de manœuvre était inexistante. Les Français ont agi avec réalisme en évitant que l'adversaire ne réponde violemment, ce qui est le propre d'une stratégie non-violente, même si en 1870 elle n'est pas une stratégie consciente ³⁰. Ici la

non-violence a pris la forme d'un débat placé sur le plan des valeurs car ce sont des intellectuels qui écrivent : une lutte de deux conceptions de la guerre et de l'honneur a pris forme. Ils livrent un discours faisant des protagonistes des héros. Il est difficile de se prononcer sur la nature de l'action : défense contre des exigences, gestion au coup par coup, mais pas de vraie conscience de résistance. Il s'agit d'une attitude d'une nature complexe, un mode d'action non idéologique.

NOTES

1. MELLON (Christian), SEMELIN (Jacques), *La non-violence*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1994, p. 12.
2. Archives communales (AC) Orly, registre des délibérations (RD), séance du 19 septembre 1870.
3. Affiche de Versailles datée du 9 octobre 1870.
4. MELLON (Christian), SEMELIN (Jacques), *ibid.*, p. 13-16.
5. *Ibid.*, p. 76-77.
6. *Notice historique sur l'occupation prussienne de Saint-Chéron*, Paris, Dupont, 1872, p. 12-17 et 39.
7. AC Étampes, 4 H 16, annexe à la circulaire du 13 mars 1871.
8. Concept d'Édouard Husson expliquant la marge de manœuvre allemande.
9. On manifesta aussi des marques de sympathie lors du passage des prisonniers : distribution d'argent, de vivres, aux cris de « Vive la France » pour montrer un patriotisme.
10. Archives départementales des Yvelines (ADY), 4 M1 65, lettre au préfet, 20 octobre 1870.
11. MÉA (Bernard) (dir), *Nouvelle histoire de Sucy-en-Brie*, t. 3, Sucy, Société historique, 1996, p. 83.
12. AC Bièvres, RD, séances des 22, 27 octobre et 1^{er} décembre 1870 ; AC Verrières-le-Buisson, RD séance du 4 novembre 1870.
13. AC Corbeil-Essonnes, RD Corbeil, séance du 25 novembre 1870.
14. MENTHENNE (Adrien), *Bry-sur-Marne*, Paris, Champion, 1916, p. 591-592.
15. *Le Dernier Jour d'un soldat français sous les murs de Paris*, Pau, Menetière, 1878, p. 21.
16. RETALI (Pierre-Paul), *Occupation allemande de Sannois*, Sannois, Imp. Bernard, 1903, p. 119-120.
17. DARBLAY (Paul), *Mes souvenirs*, Paris, Chapelot, 1904, p. 156-157 : « Nous avons bien fait de ne pas résister et de ne point compter sur la force d'inertie, qui réussit souvent fort mal. »
18. ADY, 4M1 86, notes du maire d'Épinay, 15 février 1872.
19. Le recours hiérarchique a décontenancé. Voir : BOURDEREAU (Philippe), *L'Hospice Brézin à Garches pendant l'occupation allemande*, Paris, Debons, 1879, p. 44-46.
20. DESJARDINS (Gustave), *Tableau de la guerre des Allemands dans la Seine-et-Oise*, Paris, Cerf, 1882, p. 38.
21. MILLIARD, *Les Allemands à La Ferté-Alais*, Paris, Pougin, 1871, p. 124.
22. MELLON (Christian), SEMELIN (Jacques), *Ibid.*, p. 79.
23. FLEURY (Louis), *Occupation et bataille de Villiers-sur-Marne*, Paris, Lacroix, 1871, p. 256.
24. AC Brunoy, RD, séance du 27 janvier 1871.
25. MONIN (Hippolyte), *Histoire du siège et de l'occupation de Saint-Denis par les Allemands*, St-Denis, Bouillant, 1911, p. 199.
26. Dans des villages, on ordonnait des réquisitions pour l'arrivée de 1 600 hommes jamais venus. Quand les Allemands ne faisaient que passer dans des communes, et faute d'effectifs suffisants, ils comptaient sur leurs affiches pour s'assurer une présence virtuelle.

27. MELLON (Christian), SEMELIN (Jacques), *ibid.*, p. 86.
28. BISMARCK (Otto), *Pensées et souvenirs*, éd. Joseph Rovin, Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 28.
29. BUSCH (Moritz), *Le comte de Bismarck et sa suite*, Paris, Dentu, 1879, p. 147.
30. MELLON (Christian), SEMELIN (Jacques), *ibid.*, p. 92.
-

RÉSUMÉS

Contre un régime d'occupation militaire oppressant, les autorités françaises ont choisi une forme de résistance originale en Île-de-France pendant la guerre de 1870. Elle était fondée sur la parole, l'utilisation de moyens variés excluant la brutalité. Les maires n'avaient pas le choix s'ils voulaient préserver leurs intérêts et fournir le moins de réquisitions possible pour le compte de l'ennemi. Même s'ils n'ont pas toujours réussi, ils ont sauvé l'honneur et épargné quelques désagréments à la population. En réponse à la non-violence, les Allemands utilisent la menace, la force, et cèdent parfois quand leurs objectifs sont atteints. Ils ont su s'adapter à une situation inattendue.

Resisting without violence the German occupation: examples from Ile-de-France during the War of 1870
Against an oppressive military occupation, French authorities chose an original form of resistance in the Ile-de-France during the War of 1870. It was based on [the power of] the word, using various means excluding brutality. Mayors had no choice if they wanted to preserve their interests and provide the fewest possible requisitions for the enemy. Even if they were not always successful, they protected their honor and spared the public some inconvenience. In response to non-violence, the Germans used threats, force, and yielded sometimes when their goals were achieved. They were able to adapt to an unexpected situation.

INDEX

Mots-clés : guerre de 1870-1871, Île-de-France, occupation

AUTEUR

OLIVIER BERGER

Doctorant en histoire contemporaine à l'université Paris IV-Sorbonne, il travaille sous la direction du professeur Édouard Husson sur les crimes de guerre de l'armée allemande commis en Île-de-France lors de la guerre de 1870-1871.